



**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI**  
**"PAIFAR-B"**

**DON FIDA N° 2000001940**

**Avis de manifestation d'intérêt pour les consultant(e)s individuel(le)s et les partenaires potentiels (ONGs, bureaux locaux...) N° PAIFAR-B/05/AMI/2023**

**Appel à manifestation d'intérêt pour la Constitution d'un Répertoire - Base de données des Consultants individuels et des partenaires potentiels (ONGs, bureaux locaux...) dans différents domaines d'activités.**

**I. Contexte**

Le Gouvernement du Burundi, avec l'appui du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), a initié le Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale au Burundi (PAIFAR-B). Le PAIFAR-B est sous la tutelle du Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique et par délégation, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage est le maître d'ouvrage.

Le PAIFAR-B a débuté officiellement ses activités au mois d'août 2018 avec une durée de 7 ans.

L'objectif global du PAIFAR-B est de contribuer à la réduction de la pauvreté au Burundi.

L'objectif de développement du projet est de renforcer l'inclusion financière des populations rurales agricoles et non agricoles, en comblant les écarts entre la demande et l'offre de services financiers et non financiers.

Le PAIFAR-B intervient en zones rurales, dans toutes les communes de 14 provinces du Burundi : Ngozi, Muramvya, Cibitoke, Bubanza, Kayanza, Gitega, Karuzi, Bujumbura, Rumonge, Makamba, Rutana, Ruyigi, Cankuzo et Muyinga.

Le PAIFAR-B est structuré autour de trois composantes :

- La Composante 1 vise l'opérationnalisation de la stratégie d'inclusion financière par (i) l'actualisation de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, (ii) le renforcement des compétences techniques du Service Microfinance de la BRB et (iii) le renforcement des capacités des acteurs clés en vue d'une inclusion financière efficace ;
- La composante 2 porte sur le renforcement de l'offre de services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins des populations ciblées par (i) l'amélioration de l'inclusion financière à travers le financement des petits exploitants agricoles et de leurs coopératives, (ii) l'amélioration de l'inclusion financière à travers le financement des ménages (AGR) non agricoles et des jeunes micro entrepreneurs et (iii) l'amélioration de l'inclusion financière par la mise en œuvre d'un modèle de progression à travers la réduction de l'extrême pauvreté et de la malnutrition chronique ;
- La composante 3 concerne la coordination globale du projet et le suivi-évaluation et gestion des savoirs.

*Handwritten signature*

Le PAIFAR-B voudrait constituer un répertoire d'expertises nationales diversifiées dans plusieurs domaines d'intervention pour des missions de consultation, de formation, de coaching, d'encadrement etc dans le cadre de la mise en œuvre des activités.

## **II. Objectif**

L'objectif de cet Appel à manifestation d'intérêt est de constituer une base des données des consultants individuels et des partenaires potentiels (ONGs, bureaux locaux...) dans différents domaines d'activités. Les candidat(e)s présélectionné(e)s seront invité(e)s à participer à des processus compétitifs restreints conformément aux règles régissant la sélection des consultants au FIDA chaque fois qu'il y aura des besoins dans le domaine d'activité.

## **III. Domaines d'intervention**

Le PAIFAR-B invite les consultant(e)s individuel(le)s et les partenaires potentiels (ONGs, bureaux locaux...) à soumettre leur manifestation d'intérêt dans les domaines dans lesquels ils estiment avoir de l'expertise nécessaire :

### **a) Appuis aux IMFs :**

- Education financière
- Finance agricole
- Développement de nouveaux produits
- Gestion des risques
- Analyse financière
- Mesure et contrôle des impayés - Calcul et fixation des taux d'intérêt (Imp&TI)
- Plan de développement et projections financières pour les IMF (Plan Dev)
- Systèmes d'information de gestion (SIG)
- Connection des bénéficiaires aux IMFs/banques (coopératives, PME/PMI, micro entrepreneurs...)

### **b) Appui aux actions d'accompagnement indispensables à mettre en œuvre pour la promotion d'AGR viables (subventions, formations diverses, mise en œuvre d'un micro crédit adapté et/ou d'un fonds d'appui aux PME, etc...).**

Seront aussi concernés les Groupes de caution solidaire.

### **c) - Encadrement des coopératives et en particulier leur autonomisation et le renforcement de leurs capacités dans l'élaboration de plans d'affaires, de tableaux de comptes d'exploitation ;**

- Appuis aux PME/PMI du secteur agropastoral selon l'approche financière chaîne de valeur c'est-à-dire de la fourniture d'intrants à la transformation ou à la commercialisation : appui à l'élaboration de plans d'affaires, de tableaux de comptes d'exploitation, mise en relation avec les institutions financières, appui à la structuration, etc.).

10

**d) - Le Projet aura besoin de :**

. compétences en appuis dans l'analyse des offres dans le cadre des appels d'offres de recrutement des consultants et des bureaux ;

. expérience ou des connaissances en passation des marchés.

#### **IV. Qualifications et expériences requises**

##### **Formation :**

Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau minimum de baccalauréat (Bac+3) en Sciences sociales, Développement rural, Sciences économiques, Management, Planification de développement, ou dans une discipline similaire à tous les domaines ci-haut cités avec une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le domaine d'intervention.

##### **Expérience :**

Justifier d'une expérience pratique et confirmée d'au moins trois (3) ans dans le domaine choisi pour les candidats de niveau Bac+5.

Justifier d'une expérience pratique et confirmée d'au moins cinq (5) ans dans le domaine choisi pour les candidats de niveau Bac+3 et BAC +4 ;

Une expérience avérée sur terrain dans le domaine choisi ;

Avoir une bonne connaissance des problématiques du domaine d'activité choisi ;

Une expérience antérieure avec le FIDA ou d'autres bailleurs de fonds dans le domaine similaire choisi serait un atout.

##### **Langue :**

Maîtrise indispensable du Kirundi et de la langue française (oral et écrit) ;

L'évaluation des offres se focalisera uniquement sur les aspects techniques des soumissionnaires.

Les propositions seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux domaines d'activités choisis et sur la base des critères suivants :

- Le/la soumissionnaire a-t-il/elle le profil requis pour le domaine choisi (Diplôme) ? (Exclusif) ;
- Le/la soumissionnaire dispose-t-il de certifications ou diplôme supplémentaire dans le domaine requis ? (/ 10 points) ;
- Le/la soumissionnaire dispose-t-il de l'expérience globale requise pour le domaine choisi (/ 30 points) ;

- Le texte de motivation atteste-t-il d'une connaissance maîtrisée du français ? (/ 10 points) (les langues de travail sont le Kirundi et le Français) ;

#### **V. Informations complémentaires :**

Il est recommandé aux candidat(e)s intéressé(e)s de lire attentivement le présent appel à manifestation d'intérêt pour s'assurer qu'ils remplissent les conditions et possèdent les qualifications décrites ci-dessus.

Nous n'informerons que les candidat(e)s retenu(e)s du résultat de l'appel à manifestation d'intérêt.

Le fait d'être inclus(e) dans la liste des consultants préqualifiés, ne garantit pas d'obtenir un contrat de consultant(e) avec le FIDA : vous noterez ainsi que ceci ne constitue pas un appel d'offres. Les offres de prix ne sont pas nécessaires à ce stade et l'invitation ne lie aucunement le PAIFAR-B aux consultants ayant répondu à l'Appel à manifestation d'intérêt.

*Le PAIFAR-B se réserve le droit de mener toute vérification rigoureuse des références fournies et des antécédents professionnels des candidats.*

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées au siège du PAIFAR-B sis en Commune Muha, Avenue du Large n° 30 ; Immeuble abritant les Projets financés par le FIDA au Burundi, avec la mention suivante :

« A Monsieur le Coordonnateur du PAIFAR-B : candidatures pour le(s) domaine(s) d'activités : ..... pour le compte du PAIFAR-B ».

**Date limite de dépôt des manifestations d'intérêt : le lundi 25 septembre 2023.**

15